
Les résistances

dans l'Education nationale

par Bastien Cazals, réseau des enseignants du primaire en résistance.

Je ne vais pas revenir sur la présentation du Réseau des enseignants du primaire en résistance, organisateur de ce forum, Hugues Leenhardt vient de vous en retracer un historique complet.

Une logique libérale : le commerce de tous les services

Je ne vais pas m'appesantir sur le contexte global qui, dans le cadre d'accords de l'OMC est en train de passer l'ensemble de nos services publics à la moulinette libérale, afin d'asservir toute organisation sociale et économique à la dictature des marchés financiers. J'évoque ici l'*accord général sur le commerce des services (AGCS, 1995)* ou le lobbying de la *Table ronde des industriels (ERT)* auprès de la commission européenne. Cet aspect-là devrait être évoqué plus en détail par Patrick Toro, en fin de matinée.

En revanche, il me paraît indispensable de relier les réformes actuelles de notre système éducatif à l'implacable outil dont s'est doté le gouvernement français pour respecter le *Pacte de stabilité et de croissance (PSC, 1997)* qui encadre strictement les politiques budgétaires européennes, à savoir la *Révision générale des politiques publiques (RGPP, 2007)*.

Ainsi, par le non-remplacement d'un retraité sur deux, le gouvernement conduit une politique de réduction massive de postes de fonctionnaires qui débouche – mais c'est volontaire ! – sur une dégradation rapide de la qualité des services publics.

Ce sont environ 50.000 postes supprimés dans l'Education nationale depuis 2007 et autant sont à prévoir pour les 2-3 années à venir...

Je ne vais pas entrer ici dans le détail des réformes qui déconstruisent notre école publique, selon la même logique managériale que tout le système éducatif et que l'ensemble de nos services publics. Mais je décrirai seulement deux nouveaux dispositifs, l'aide personnalisée et les évaluations nationales, contre lesquelles des enseignants sont entrés en résistance.

Un premier exemple de résistance : l'aide personnalisée.

A la rentrée 2008, prétextant un volume horaire annuel trop long, le président de la République a décidé de supprimer l'école le samedi matin. En conséquence, tous les enseignants du primaire devaient 2h de service hebdomadaires (ce qui équivalait à environ 20.000 équivalents temps plein d'enseignants).

Le ministère a donc imaginé un nouveau dispositif, l'aide personnalisée, permettant d'affecter ces

deux heures de service à l'aide aux enfants en difficulté, sous la forme d'un "*soutien scolaire*". Et il a décidé dans le même élan de supprimer les postes d'enseignants spécialisés, membres des *Réseau d'aides spécialisées aux enfants en difficulté (RASED)*.

C'est comme si le ministre de la santé supprimait les médecins spécialistes en affirmant que ce n'était pas grave puisque les généralistes étaient toujours là pour s'occuper de nous...

En plus d'atteindre des sommets d'absurdité, cette réforme ne règle aucun problème et même porte atteinte à la qualité du service public d'éducation.

Non seulement, tous les élèves perdent près d'un an d'enseignement sur toute leur scolarité primaire, tout en conservant la journée scolaire la plus longue du monde et une semaine scolaire de 4 jours totalement arythmique, mais en plus, les enfants en difficulté se voient rallonger leur journée d'école, déjà trop longue, pour bénéficier d'une aide moins adaptée à leurs besoins...

Pour couronner le tout, la mise en place de l'aide personnalisée est illégale dès lors qu'elle est faite au-delà de la limite des 6h quotidiennes d'enseignement (décret de 1990).

C'est pourquoi, dans le souci de répondre au mieux aux besoins de leurs élèves, des enseignants ont choisi de résister à ce dispositif aberrant et néfaste. En s'appuyant sur la différenciation pédagogique qui permet de remédier aux petites difficultés d'apprentissage et sur le travail des RASED qui reste indispensable pour des problèmes plus lourds, ils ont utilisé autrement ces 2h d'enseignement, au service de toute leur classe (par exemple, avec des ateliers journal ou théâtre).

Et parmi eux, certains ont délibérément choisi de le revendiquer haut et fort. Certains d'entre eux ont été sévèrement sanctionnés. Mais leurs sanctions mêmes ont permis de faire connaître au public les "réformes" en cours et leurs effets néfastes. Les enseignants "désobéisseurs" se sont organisés en réseau pour atténuer les effets financiers et moraux de ces sanctions.

Un deuxième exemple de résistance : les évaluations nationales

A la même rentrée 2008, suite à l'entrée en vigueur de nouveaux programmes d'enseignements forts contestés, de nouvelles évaluations nationales sont apparues.

Elles ont immédiatement soulevé un tollé chez les enseignants. Outre un problème évident de calendrier (en CM2, les évaluations sont faites en milieu d'année alors qu'elles portent sur le programme de l'année entière), c'est le codage binaire des résultats qui a heurté leur conscience professionnelle : avec le principe du "*tout juste ou tout faux*", il est impossible d'avoir une analyse fine des difficultés des élèves et donc de leur proposer une aide adaptée.

Classer

Mais, si elles sont totalement inutiles pour l'enseignant et l'élève, ces évaluations nationales sont particulièrement utiles pour classer les élèves comme les écoles.

Ainsi, conjuguée à la disparition programmée de la carte scolaire dans le 1er degré, la publication annoncée des résultats de chaque école à ces évaluations nationales accélérera la mise en concurrence des établissements scolaires, dans un marché de l'éducation où la concurrence libre et

non-faussée régnera en maître...

Et nul doute que le droit de choisir l'école de son chérubin ne profitera qu'à une minorité favorisée de la population !

C'est pourquoi des enseignants ont refusé de soumettre leurs élèves à ces évaluations nationales : nombreux sont ceux qui ont choisi de ne pas en respecter toutes les modalités de passage et surtout, de ne pas en faire remonter l'intégralité des résultats.

Et parmi eux, certains ont délibérément choisi de le revendiquer haut et fort. Certains d'entre eux ont été sanctionnés. Mais là encore, ces sanctions mêmes ont servi de support de communication et d'information en direction des parents.

La désobéissance revendiquée

Au travers de ces deux exemples de résistance dans l'Education nationale, nous pouvons voir que notre engagement dans la désobéissance :

- **allie non-coopération et proposition** (nous refusons de faire mais nous faisons autre chose à la place), afin de minimiser les effets négatifs des dispositifs imposés ;
- **visé à informer et alerter nos concitoyens**, à commencer par les parents d'élèves (nous résistons mais nous le faisons savoir au plus grand nombre), afin d'élargir les rangs des défenseurs d'une école publique et laïque de qualité ;
- **part d'une prise de conscience individuelle mais s'inscrit dans une action collective** (nous ne pourrions faire entendre notre voix que si nous sommes nombreux à choisir cette voie), afin de peser face au gouvernement, en complément de l'action syndicale.

Conséquences :

Je terminerai en insistant sur trois conséquences d'un tel mode de contestation :

- **la répression** : en plus d'une pression hiérarchique frôlant le harcèlement moral, l'administration n'a pas hésité à sanctionner lourdement quelques enseignants (retraits de salaire, rétrogradation d'échelon, déplacement d'office...), afin de dissuader l'ensemble de la profession de suivre l'exemple ;
- **la médiatisation** : toute la presse s'est rapidement intéressée à cet acharnement répressif de l'administration sur quelques enseignants isolés et soucieux du bien-être des élèves ; nous avons alors tenté d'utiliser cet intérêt, d'une part pour alerter sur la gravité des réformes en cours dans l'enseignement, et d'autre part pour modifier le rapport de force avec l'administration.
- **la mise en réseau** : les enseignants en résistance se sont mis en réseau, communiquent entre eux, se rencontrent périodiquement, ont mis en place une caisse de solidarité qui permet de supprimer les effets financiers des sanctions.